

Mot de l'exécutif

Monsieur le vice-président de la CSN,

Madame la présidente et monsieur le vice-président
du Conseil central de Québec-Chaudière-Appalaches

Personnel salarié,

Déléguées et délégués,

Il me fait plaisir, au nom du comité exécutif de la FNEEQ, de vous souhaiter la plus chaleureuse des bienvenues à ce Conseil fédéral et, comme nous le faisons à chaque fois, de saluer plus particulièrement les nouvelles et nouveaux délégué-es, que nous encourageons à participer activement aux débats.

Avant d'entreprendre nos travaux, il est traditionnel de prendre quelques minutes pour jeter un coup d'œil sur l'état général du monde politique. Le moins qu'on puisse dire cette fois-ci c'est que, sur ce plan, la période que nous traversons n'est ni tranquille, ni rassurante. L'inquiétude et l'instabilité dominant dans presque toutes les régions du monde et on note, au Canada comme au Québec, des signes que les soubresauts de l'après crise pourraient nous rattraper. L'instabilité mondiale actuelle est telle, qu'il faut la considérer, selon certains observateurs, comme le sursaut annonciateur de bouleversements politiques d'envergure.

Le printemps arabe, dont nous entendrons parler par Rachad Antonius, vendredi matin, montre à quel point une révolution peut être longue à porter ses fruits. Le peuple égyptien en sait quelque chose, lui qui doit s'y reprendre à deux fois pour gagner une démocratie dont nous savons, en Amérique du Nord, qu'elle est – au mieux – le premier pas vers une justice sociale qu'elle est très loin de garantir.

Mot de l'exécutif

Il y a eu effusions de sang en Tunisie, en Libye, en Égypte et surtout en Syrie. Mais pendant ce temps, dans les pays où règne cette démocratie à laquelle aspirent des peuples arabes, les grands appareils politiques restent empêtrés dans l'après crise. Les gouvernements sont débordés, d'autant moins capables de réguler les choses qu'ils ont souvent, volontairement, réduit la taille et le rôle de l'État. Susan Georges rappelait que la démocratie s'arrête aux frontières d'un pays, alors que la gouvernance du monde se passe à un échelon supérieur. Cette réalité est patente dans la situation actuelle, où l'on cherche en vain la moindre intention politique d'une réforme de taille pour endiguer les ravages capitalistes, en contrôler les excès, prévenir d'autres crises et être porteuse d'espoir.

En Europe, le philosophe Daniel Salvatore Schiffer, auteur d'un article-choc paru dans *Le Nouvel Observateur*, note avec amertume que les technocrates de la finance exercent une véritable dictature économique sur les États européens. Ils ont obtenu la chute des gouvernements de la Grèce et de l'Italie ainsi que leur remplacement par des économistes « sans légitimité démocratique », qui ont contribué par le passé à générer la crise qu'ils sont maintenant censés endiguer. Il fait remarquer qu'en 1789, le peuple français s'est révolté pour moins que ça !

Il est particulièrement inquiétant de constater que les lendemains difficiles de la crise, une fois de plus, se traduisent par une remontée de la droite, comme en témoignent les élections espagnoles qui ont balayé les sociaux démocrates du paysage politique.

Mot de l'exécutif

Tout en se réjouissant de voir naître un mouvement international de contestation, il faut constater que les révoltes populaires et les mouvements de résistance, qui se manifestent partout dans le monde, ne peuvent trouver pour l'instant leur exutoire dans le champ politique. Les manifestations monstres, le mouvement des indignés, les révoltes de la rue en Angleterre, les mouvements de masse auxquels on assiste aux États-Unis, les grèves et démonstrations étudiantes au Chili contre le système privé d'éducation : tout se passe comme si, nulle part, un parti politique crédible ne pouvait porter les revendications légitimes de populations qui en ont assez de voir si mal répartie la richesse, qui en ont assez de voir socialiser les risques et privatiser les profits.

Chez nos voisins du Sud, les réformes promises par Obama, lorsqu'il a été porté au pouvoir, et l'espoir immense qu'il avait suscité, se sont heurtés à un système politique embourbé dans ses contradictions et dominé par une machine économique qui, en coulisse, gouverne en réalité le pays. L'éducation en général, et l'enseignement supérieur en particulier, tombent en lambeaux partout dans ce pays, emportés par une féroce concurrence attisée par la privatisation et par des coupures budgétaires draconiennes – deux effets directs d'un désengagement de l'État. Les démocrates ont été incapables de mettre fin au congé fiscal des mieux nantis et il faut, dans ce pays, que ce soit le milliardaire Warren Buffett qui rappelle à ses concitoyens le rôle que doit jouer l'impôt dans une société !

Comme si tout cela n'était pas suffisant, la saga politico-économique qui secoue la planète se déroule sur la toile de fond d'un saccage climatique, pour lequel de plus en plus d'experts pensent que nous avons dépassé le point de non-retour. Plus de 25 000 délégués internationaux sont réunis à Durban depuis lundi pour

Mot de l'exécutif

faire le point sur les changements climatiques, mais les espoirs de voir des avancées significatives dans ce dossier sont bien minces. Quand on sait qu'un seul des neuf candidats à l'investiture républicaine dit croire à l'impact de l'homme sur les changements climatiques, il y a de quoi être inquiet !

Il y a peut-être, chez nous, davantage de stabilité pour l'instant. Mais il y a aussi la décourageante certitude d'être gouvernés, au fédéral, par un gouvernement rétrograde à maints égards. Le projet de loi C-10 sur la criminalité va, sur certains éléments, nous ramener des décennies en arrière. Nous ne ferons pas ici le bilan des premiers mois de pouvoir du gouvernement Harper : il a maintenant les coudées franches, et il fait ce qu'il avait annoncé vouloir faire. Nous avons brièvement pensé afficher une photo de la reine et un drapeau du Canada pendant le Conseil, mais nous y avons renoncé.

La situation au Canada illustre parfaitement, selon nous, deux des problèmes qui minent les démocraties modernes. Notre système actuel permet qu'un gouvernement soit majoritaire en Chambre, tout en ayant recueilli une minorité des suffrages exprimés. C'est déjà un problème en soi, problème auquel s'attaque, au Québec, le *Mouvement pour une démocratie nouvelle*, dont la FNEEQ est membre depuis longtemps.

Mais il y a plus. Le gouvernement canadien n'adopte pas seulement des politiques dont on pourrait espérer qu'un autre parti – plus progressiste – ne corrige éventuellement les errements. Il est actuellement en train de négocier, dans le secret le plus complet, et donc dans le déni d'une élémentaire démocratie, un accord commercial avec l'Union européenne, accord qui mettra en place des règles sur lesquelles il sera impossible de revenir plus tard et qui,

Mot de l'exécutif

selon plusieurs observateurs, menacent l'intégrité des services publics. C'est ce genre de situation, scandaleuse et passée sous silence dans les médias, qui nous fait craindre qu'à moyen terme le Canada, et le Québec dans son sillage, soient en voie de voir s'éroder leur système social. Nous aborderons aussi cette question dans le cadre du présent Conseil.

La situation politique au Québec n'est guère plus réjouissante. Le Parti Québécois – qui semble avoir définitivement rompu avec ses origines sociales démocrates – va de crise interne en crise interne, et n'a jamais pu profiter de l'impopularité du gouvernement Charest pour mettre de l'avant des solutions crédibles aux problèmes qu'il a dénoncés avec force.

L'arrivée de la *Coalition pour l'avenir du Québec (CAQ)*, dans ce contexte, est plus qu'inquiétante. Les idées toutes faites avancées par François Legault, notamment en matière d'éducation, déçoivent par la naïveté dont elles témoignent et seraient porteuses de dérives graves, si elles étaient mises en place. Or, tout indique que l'électorat québécois, dont la soif de nouveauté est certainement légitime, sera porté par ce besoin irrésistible de faire le choix du changement pour le changement.

Pour nous, ce n'est pas le fruit du hasard si l'establishment politique québécois, constitué par les partis capables de remporter des élections, gravite entre la droite et le centre droit. Nous évoquons plus haut les problèmes des démocraties modernes. Le financement des partis politiques, leurs accointances inévitables avec les grands industriels ou avec les magnats de la finance, ainsi que le rôle des grands médias, qui sont aussi des entreprises, dans le jeu politique : tout cela contribue à restreindre singulièrement ce que l'on présente à

Mot de l'exécutif

l'électorat comme la zone des choix possibles. Le refus de Québec solidaire de jouer ce jeu explique en bonne partie, pour nous, les difficultés de ce parti à apparaître comme une solution de rechange crédible.

Les rumeurs d'élections au printemps se font de plus en plus nombreuses. À l'instar de la CSN, la FNEEQ entend conserver le cas échéant sa neutralité politique. Mais nous croyons qu'il faudra s'impliquer très activement sur certains dossiers qui, en période de campagne électorale, pourraient occuper le devant de la scène.

À ce titre, nous ne saurions passer sous silence les idées que défend la CAQ en matière d'éducation. Ces idées viennent d'ailleurs et elles sont associées à des tendances qui ont fait la preuve de leur nocivité.

Il est remarquable que le corps professoral, dans la province, n'ait pas été dupe de la promesse ronflante d'une augmentation de salaire pour les enseignantes et les enseignants. Hausser les salaires, il serait bien temps que cela arrive, mais la portée d'une telle promesse électorale est bien mince et cette belle intention est cousue de fil blanc. La réalité, c'est que la CAQ envisage une évaluation systématique des professeurs et des contrats à durée limitée. Or cette approche est pernicieuse, parce qu'elle laisse indirectement entendre que le problème numéro un de l'éducation au Québec se situe au niveau de l'enseignement et que c'est de ce côté qu'il faut regarder pour améliorer les choses.

Une telle approche est presque insultante. Dans la réalité, sur le plancher des vaches, c'est une enseignante ou un enseignant sur cinq qui quitte la profession avant 5 ans, parce que les conditions de travail sont trop pénibles ! Éduquer et qualifier les jeunes est plus difficile qu'avant. Les classes sont remplies, elles

Mot de l'exécutif

accueillent une proportion croissante d'élèves en difficulté, on coupe les budgets du système d'éducation tout en le pressant d'obtenir de meilleurs résultats et, comme ça ne fonctionne pas, on tourne un regard inquisiteur, voire accusateur, vers celles et ceux à qui on confie, à tous les jours, la jeunesse du Québec. Cherchez l'erreur !

Cette approche managériale de l'éducation n'est malheureusement pas le seul fait d'un parti politique qui chercherait maladroitement des idées soit disant novatrices dans un domaine sur lequel, malgré le passage de M. Legault au ministère de l'Éducation, celui-ci n'a développé ni expertise ni réflexion sérieuse. La ministre Beauchamp, qui a demandé récemment au Conseil supérieur de l'éducation un avis sur l'assurance qualité en enseignement supérieur, se réclame aussi des mêmes tendances : l'imputabilité et la mesure du rendement sont dorénavant présentées comme d'incontournables voies de progrès en éducation.

Il s'agit d'un courant qu'on retrouve dans de nombreux pays, qui cherchent à conjuguer les besoins nouveaux en éducation avec le rétrécissement des moyens et des responsabilités de l'État. Or il s'agit là d'une équation absolument impossible à résoudre.

À quand un ministre de l'éducation qui aurait l'heureuse idée de demander aux premiers concernés leur opinion sur les besoins du système d'éducation ? Ne devrait-il pas aller de soi qu'on sollicite l'avis de celles et de ceux qui œuvrent à tous les jours en première ligne ? Ne devrait-il pas aller de soi qu'on les écoute, qu'on respecte leur expertise sur le terrain, leur connaissance intime du quotidien de l'éducation ?

Mot de l'exécutif

Résumons : la situation politique internationale est inquiétante, celle du Canada désolante, et celle du Québec, pour le moins peu inspirante. Et dans le domaine qui nous touche le plus, l'éducation, les perspectives ne sont pas non plus encourageantes... Il serait facile, dans ce contexte, de se laisser aller au cynisme, de céder au découragement et de considérer que l'Histoire, finalement, s'écrit bien au-dessus de nos têtes.

Mais ce n'est pas notre réflexe. Et le début de la tournée pré-congrès, que nous avons entreprise auprès de nos syndicats, nous indique que les militantes et les militants de la FNEEQ ne logent pas non plus à cette enseigne.

Les assemblées que nous avons visitées, bien conscientes des difficultés de la situation actuelle, apparaissent cependant mobilisées pour chercher des solutions, des lignes d'action susceptibles d'améliorer notre capacité d'influencer le cours des choses.

Nous voyons dans cette attitude l'écho de ce réveil populaire qui se dessine mondialement et qui s'exprime de multiples manières. Le regain de mobilisation syndicale survenu au Wisconsin et dans d'autres états américains le printemps dernier ; le mouvement spontané des indigné-es qui se poursuit dans plusieurs villes américaines et européennes et qui a réussi à alerter l'opinion publique ; les révoltes populaires qui éclatent spontanément dans les pays les plus touchés par la crise de la dette : tout cela témoigne d'une colère et d'une révolte populaire bien réelles. Et même si, au Québec, les signes d'un tel mouvement sont moins palpables, il s'y passe tout de même quelque chose. On peut peut-être en voir une manifestation dans le sursaut néo-démocrate du vote de mai dernier. Mais il faut citer aussi l'énergie du mouvement étudiant, la résilience de la *Coalition*

Mot de l'exécutif

opposée à la tarification et à la privatisation des services publics. Le ton a changé aussi dans les médias, qui sont maintenant obligés de tenir compte et d'évoquer des analyses et des discours que le mouvement syndical, dans certains cas, porte depuis des années et qui, peu à peu, percolent dans l'espace public. Certes, les Alain Dubuc, André Pratte et autres Jean-Jacques Samson ne sont pas encore tout à fait à gauche, mais ils peuvent de moins en moins sévir comme si d'autres visions des choses n'existaient pas.

Certes, ce qu'on pourrait appeler un réveil populaire est pour l'instant, au Québec, un mouvement diffus, qui cherche d'autant plus ses marques que la confiance manque complètement envers l'univers politique traditionnel. Mais il reste, qu'ici comme ailleurs, nous croyons fermement que couve un nouveau dynamisme social, ce à quoi le mouvement syndical ne doit pas rester indifférent.

Nous sommes une force, nous n'avons pas à avoir peur de nous poser comme des agents de changement. Le mouvement syndical et la CSN doivent évidemment choisir leurs batailles, mais il y a dans nos propres rangs une volonté d'agir. Des militantes et des militants de la FNEEQ étaient nombreux à la manifestation du 10 novembre contre la hausse des droits de scolarité, nombreux et très actifs aux récents États généraux sur l'éducation, tenus à Québec sur l'initiative de la Coalition. Nulle part dans la tournée n'avons-nous senti qu'on voulait baisser les bras, particulièrement lorsqu'il est question de la défense et de la promotion de l'éducation.

Mot de l'exécutif

Nous avons entendu, au cours des activités très appréciées que la FNEEQ a organisées dans le cadre de la *Semaine pour l'éducation publique*, de nombreux commentaires et souhaits démontrant la conscience que les fondements même de notre système d'éducation étaient menacés, ainsi qu'une volonté palpable de concertation et d'action.

Cela tombe bien, parce que le dernier Congrès de la CSN a placé l'éducation au rang de priorité pour le mouvement et que ce choix a été confirmé lors du dernier Conseil fédéral, qui s'est penché sur la mise en œuvre des recommandations du Congrès. Un plan d'action est à l'étude, le *Manifeste pour faire de l'éducation une priorité nationale* ainsi que la future plateforme CSN sur l'éducation y figurent en bonne place.

Délégués, nous avons devant nous un Conseil fédéral bien rempli, le dernier avant l'important Congrès du mois de juin prochain. Tous les comités de la FNEEQ sont au jeu, d'une manière ou d'une autre, dans ce Conseil. Le comité école et société déposera son rapport d'enquête dans le cadre d'un après-midi centré sur la place du privé en éducation, et nous recevrons pour l'occasion Francis Lagacé et Éric Martin. Un dîner spécial est organisé demain midi par le comité santé, sécurité et environnement ; nous aurons l'occasion de recevoir des représentantes du comité national de la condition féminine qui nous présenteront le Programme d'accès à une représentation équitable des femmes, le PAREF. La version finale du guide *Bienvenue à l'exécutif*, préparé par le comité sur la précarité, la relève et la vie syndicales, sera lancée demain, de même que le *Guide sur la retraite*, rédigé par le comité fédéral sur les assurances et le régime de retraite. Du côté international, nous ferons rapport du VIe Congrès de

Mot de l'exécutif

l'Internationale de l'éducation et nous pourrons échanger avec Rachad Antonius sur le printemps arabe.

La période qui s'achève a été très intense dans chaque regroupement. Dans le privé, nous signalons une concertation plus importante des demandes de négociation et la session a été marquée par une entente de principe pour le Collège André-Grasset, saluée par le syndicat et acceptée à 93% par les membres, entente marquée de nombreux gains, dont une diminution de la tâche. Chez les chargé-es de cours, une campagne de syndicalisation – extrêmement exigeante – a finalement été couronnée de succès et le syndicat d'AGSEM a reçu en son sein 1 300 chargé-es de cours, augmentant d'autant le membership de la FNEEQ. Les Teachers' Assistants de McGill viennent d'ailleurs, eux aussi, d'accepter une entente de principe très satisfaisante, ratifiée à 77%.

Au regroupement cégep, des dossiers nouveaux et accaparants sont venus s'ajouter aux travaux des comités de la convention collective ; la coalition cégeps a été relancée sur la question des étudiantes et des étudiants ayant des besoins particuliers, et le réseau doit aussi faire face à des menaces importantes de déqualification dans certains programmes – une question que nous avons jugée suffisamment importante pour la mettre à l'ordre du jour de ce conseil... dont nous souhaitons que les échanges soient aussi riches qu'à l'habitude.

Déléguées, délégués, bon Conseil,

Vive la CSN,

Vive le Conseil central de Québec-Chaudière-Appalaches,
et Vive la FNEEQ !